

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, 14 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRACHIM

ZI du Pertre

Route de Saint Poix

35370 Le Pertre

Références : UD/2024-276
Code AIOT : 0005516445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement HYDRACHIM implanté Z.A. La Pointe 35380 **Plélan-le-Grand**. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative au contrôle du respect des évolutions réglementaires menées en 2020 et 2021 dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « Post-Lubrizol » et dont l'objectif est plus précisément de vérifier la conformité de la situation administrative du site et le respect des premières échéances réglementaires de certaines dispositions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRACHIM
- Z.A. La Pointe 35380 Plélan-le-Grand
- Code AIOT : 0005516445
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hydrachim à Plélan-le-Grand fabrique des produits détergents (liquides vaisselles, lessives, savons liquides, etc.) des antigels et de l'alcool alimentaire.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 concernant les installations utilisant ou stockant des liquides inflammables relevant du régime de l'enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées - format détaillé	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etat des matières stockées - format synthétique	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Hauteur de stockage	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.III et 11.3.IV - Annexe IX-II	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Rétention liquides non inflammables	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2	Demande d'action corrective	15 jours
13	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-3	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
14	Evacuation des eaux accumulées dans les rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Etat des matières stockées - localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Demande d'action corrective	2 mois
16	Mise à jour du plan de défense incendie - contenu	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
17	Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
18	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
19	Moyens en eau, émulseurs et taux d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - dispositions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
5	Interdiction de stockages en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
7	Mise à jour du plan de défense incendie - modalités	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Sans objet
8	Mise à jour des scénarios incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Sans objet
10	Situation administrative - autres dispositions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2	Sans objet
11	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle, l'équipe d'inspection a identifié deux non-conformités majeures :

- l'absence de plan de défense incendie associé au stockage de liquides inflammables en réservoirs fixes ;
- le non-respect des hauteurs de stockage des récipients mobiles contenant des liquides inflammables.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est associé au présent rapport pour imposer le retour à la conformité des installations sur ces points.

L'équipe d'inspection attend par ailleurs de la part de l'exploitant une confirmation de la mise en œuvre de certaines actions correctives et l'envoi de compléments et justificatifs au sujet du respect des nouvelles dispositions en matière d'état des stocks, de la mise sur rétention de produits dangereux, du maintien en permanence des capacités de rétentions associées aux réservoirs fixes ou encore de la réalisation d'une étude des effets thermiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.
Constats : Les modalités d'application de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont précisées au sein des annexes IX-II et XI. Plus précisément, l'annexe IX-II renvoie vers l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, notamment pour les dispositions concernant les réservoirs aériens fixes. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 sont appliquées suivant les modalités précisées au point I.b de son annexe 7 et suivant le tableau 1 de l'annexe IX-II de l'arrêté 1er juin 2015, notamment pour l'article 43. Pour les récipients mobiles, les articles de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 applicables aux installations régulièrement autorisés avant le 16 mai 2011 et les modalités d'application sont précisés dans le tableau II de l'annexe IX-II.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées - format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection sa base de données utilisée pour le suivi des différents produits stockés sur le site. La base de données de l'exploitant permet d'effectuer des recherches par rubrique ICPE mais également par mentions de dangers des différents produits stockés en récipients mobiles et en réservoirs fixes.</p> <p>L'exploitant a procédé à un découpage de son site en zones d'activités et de stockage permettant de situer avec précision les différents produits présents.</p> <p>L'équipe d'inspection a néanmoins identifié :</p> <ul style="list-style-type: none">- que les différents déchets entreposés sur le site ne sont pas intégrés à l'état des stocks ;- que l'ensemble des matières non dangereuses (palettes en bois, GRV, etc.), notamment combustibles, sont répertoriées sous la dénomination commune "Produit non classé", ce qui ne permet pas de connaître la nature des matières et notamment d'identifier leur éventuel caractère combustible ;- que l'ensemble des zones extérieures sont regroupées au sein d'un seul secteur géographique, ce qui n'apparaît pas pertinent considérant leurs étendues ;- que la base de données utilisées par l'exploitant ne permet pas de générer une synthèse permettant de servir de manière opérationnelle au besoin de la gestion d'un événement accidentel, notamment en reliant l'inventaire avec un plan du site.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 9.II.1 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 et au regard des constats effectués par l'inspection, l'exploitant apportera, dans un délai de deux mois, les modifications qui s'imposent à sa base de données.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : La réglementation prévoit que l'exploitant soit en capacité de communiquer un état des stocks permettant, sur la demande de la Préfecture, d'informer le grand public. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir prévu de format spécifique de son état des stocks pour y répondre. L'équipe d'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il convenait qu'il statue dès à présent sur le format de l'état des stocks qu'il souhaite transmettre à la Préfecture en vue d'une communication au public. Cela évitera à l'exploitant d'avoir à mener cette réflexion en situation de crise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 9.II.2 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, l'exploitant précisera à l'Inspection, dans un délai de deux mois, le format de l'état des stocks qu'il souhaite transmettre à la Préfecture pour répondre aux besoins d'information du public en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant a précisé à l'équipe d'inspection que la base de données et l'état des stocks sont accessibles en permanence depuis l'extérieur du site. La mise à jour est faite en temps réel en fonction des mouvements des produits. L'exploitant a également précisé à l'équipe d'inspection que le plan général des zones d'activités et de stockages est en cours d'élaboration et sera finalisé prochainement en vue d'être intégré au plan d'urgence du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 9.II.2 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, l'exploitant transmettra à l'Inspection le plan général des zones d'activités et de stockages dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenants fusibles
Prescription contrôlée : <p>A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.</p> <p>C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
Constats : <p>L'exploitant a précisé à l'équipe d'inspection qu'il ne disposait pas de produits inflammables portant la mention de danger H224. Au travers de la consultation par sondage de la base de données de l'état des stocks, l'équipe d'inspection a pu s'assurer de l'absence effective de produits présentant cette mention de danger.</p> <p>Concernant l'interdiction des récipients fusibles contenant des produits inflammables portant la mention de danger H225 et considérant que les produits utilisés sur le site sont miscibles à l'eau, l'interdiction portera sur les récipients présentant une capacité unitaire supérieure à 230 litres. Cette interdiction s'appliquera au 1er janvier 2027.</p> <p>L'exploitant a précisé avoir amorcé une réflexion afin d'identifier les solutions alternatives permettant de se mettre en conformité vis-à-vis de cette interdiction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Hauteur de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.III et 11.3.IV - Annexe IX-II
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol.
Constats : Lors de sa visite, l'équipe d'inspection a constaté que la hauteur de stockage des récipients mobiles contenant des liquides inflammables pouvaient dépasser 5 m, notamment dans le local de stockage situé à l'intérieur du bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions des articles 11.3.III et 11.3.IV et de l'annexe IX-II, l'exploitant procédera, dans un délai de deux mois, aux modifications d'organisation des stockages qui s'imposent afin de respecter les hauteurs de stockage de ses récipients mobiles de liquides inflammables, tant à l'intérieur des bâtiments qu'en extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Mise à jour du plan de défense incendie – modalités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour du plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;• l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;• la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;• la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;• la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;• la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;• la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ;• l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14. <p>Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription n'est pas applicable car l'exploitant n'a pas retenu la possibilité, prévue par l'article 1.III.C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, de se conformer aux dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise à jour des scénarios incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour des scénarios incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :</p> <ol style="list-style-type: none">1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment. <p>Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none">• la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;• la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;• la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ;• dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;• dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6. <p>Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription n'est pas applicable car l'exploitant n'a pas retenu la possibilité, prévue par l'article 1.III.C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, de se conformer aux dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI

Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques

Prescription contrôlée :

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ;
- aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites ;
- aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.

I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.

En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée

- lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;
- lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/ m²).

II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques
Constats : Lors de la visite, l'équipe d'inspection a identifié que le principal stockage extérieur de liquides inflammables est localisé à une distance de plus de 20 mètres des limites de propriété. L'exploitant n'est par conséquent pas soumis à l'étude des effets thermiques pour ce stockage. Le bâtiment d'exploitation est pour sa part situé à une distance de moins de 20 mètres des limites de propriété. Dans le cas où celui-ci est susceptible d'abriter plus de 10 m ³ de liquides inflammables, l'exploitant est donc soumis à la réalisation de l'étude des effets thermiques associés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de deux mois, l'exploitant se positionnera sur son assujettissement à l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 et transmettra l'étude des effets thermiques le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Situation administrative - autres dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T
Prescription contrôlée : Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Le site n'exploitant aucune rubrique ICPE relevant du seuil de l'autorisation, l'arrêté ministériel du 24 novembre 2020 ne s'applique pas, même dans le cas où l'exploitant disposerait sur son site de plus de 100 tonnes de liquides inflammables en récipients fusibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance permanente des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a précisé que son site dispose d'un service de gardiennage et de télésurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rétention liquides non inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : 19-2 Dispositions applicables aux autres liquides Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables. Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.
Constats : Lors de sa visite, l'équipe d'inspection a identifié que les réservoirs d'émulseur n'étaient pas placés sur rétention alors que ceux-ci présentent un risque de pollution des eaux en cas de déversement accidentel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 19-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant procédera dans les meilleurs délais, et sans dépasser 15 jours, à la mise sur rétention de ses réservoirs d'émulseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-3
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
Prescription contrôlée : 19-3 L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions sont étanches, et résistent à l'action physico-chimique des liquides pouvant être recueillis.
Constats : Lors de sa visite, l'équipe d'inspection a constaté que l'ensemble des rétentions extérieures contenaient un volume d'eaux pluviales important. L'exploitant a alors précisé à l'inspection qu'un épisode pluvieux avait eu lieu quelques heures auparavant. Au regard du volume d'eau présent et du développement de flore aquatique, les seules averses du jour ne pouvaient expliquer le niveau de remplissage des rétentions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera à l'Inspection que les opérations de vidange des rétentions extérieures ont bien été réalisées de manière réactive suite à la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 14 : Evacuation des eaux accumulées dans les rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2024, rétentions
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs : <ul style="list-style-type: none">• sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ;• sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;• peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.
Constats : Lors de sa visite, l'équipe d'inspection a constaté que l'ensemble des rétentions extérieures contenaient un volume d'eaux pluviales importants. L'exploitant a alors précisé à l'inspection qu'un épisode pluvieux avait eu lieu quelques heures auparavant. Pour autant, l'inspection estime qu'au vu du volume présent dans les rétentions et du développement de flore aquatique dans certaines d'entre elles, l'eau présente devait certainement résulter du cumul de plusieurs jours d'épisodes pluvieux. L'équipe d'inspection s'interroge ainsi sur la fiabilité de l'organisation définie par l'exploitant pour réaliser de manière réactive la vidange des rétentions après un épisode pluvieux et ainsi assurer en permanence le volume de rétention réglementaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant transmettra à l'Inspection, dans un délai d'un mois, la procédure relative à la gestion des eaux présentes dans les rétentions et précisera les ajustements qu'il compte apporter à son organisation pour éviter l'accumulation d'eaux pluviales dans ses rétentions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Etat des matières stockées - localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées - Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a précisé à l'équipe d'inspection qu'il procédait actuellement à la mise à jour de son plan d'urgence. Celui-ci intégrera une localisation des risques associée à un plan général du site, conformément à la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection, sous deux mois, son plan d'urgence mis à jour intégrant une localisation des risques associée à un plan général du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Mise à jour du plan de défense incendie – contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense

Prescription contrôlée :

43-1. Stratégie de lutte contre l'incendie.

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :

1. feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
2. feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
3. feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
4. en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du Code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I.B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense
<p>Constats :</p> <p>Concernant les récipients mobiles, l'établissement d'un plan de défense incendie définissant une organisation visant l'extinction des feux de stockage extérieurs ou en bâtiment est applicable à compter du 1er janvier 2027. Les scénarios qui devront être étudiés sont, conformément à l'alinéa 4 de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, ceux visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020. Conformément à l'annexe IX-II de l'arrêté du 1er juin 2015, les travaux et modifications identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie sont réalisés également avant le 1er janvier 2027.</p> <p>Concernant les 3 premiers scénarios cités à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (feu de réservoir, feu de rétention et feu d'équipements annexes aux stockages dont les effets sortent des limites du site), la définition d'un plan de défense incendie est une prescription applicable depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. L'exploitant a précisé à l'équipe d'inspection que sa stratégie de lutte contre l'incendie de ses réservoirs aériens fixes extérieurs contenant des liquides inflammables n'était pas formalisée. Malgré la présence de 2 robinets incendie armés (RIA) avec adjonction d'émulseur à proximité des réservoirs, l'équipe d'inspection a constaté lors de sa visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que la longueur des tuyaux est visiblement insuffisante pour atteindre les réservoirs abritant les liquides inflammables. En effet, lors de la visite, l'équipe d'inspection a constaté que les réservoirs concernés et leur rétention sont difficilement accessibles et nécessitent certainement de contourner le massif de réservoirs afin de procéder à une attaque par le côté, rallongeant ainsi le parcours à effectuer. Cette problématique n'avait pas été identifiée par l'exploitant, • que les débits délivrés par ces matériels sont certainement insuffisants car ne permettent pas d'atteindre le taux d'application réglementaire (a minima de 8 litre par m² par minute), • que le personnel n'est pas équipé ni formé à l'utilisation de ce matériel et, de manière plus générale, à l'attaque d'un feu, • que l'exploitation étant à l'arrêt le weekend, aucune organisation n'est prévue pour mettre en œuvre l'extinction durant cette période. <p>Par ailleurs, le jour de la visite, le RIA extérieur était bloqué par son coffret de protection métallique qui entravait la rotation de l'enrouleur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection, avant le 1er septembre 2024, son plan de défense incendie relatif aux trois premiers scénarios de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p> <p>Le caractère opérationnel du plan de défense incendie est attendu quant à lui pour le 31 janvier 2025. En attendant, l'exploitant définira des mesures compensatoires visant à limiter le risque d'incendie de son stockage de liquides inflammables en réservoirs fixes. Ces mesures seront transmises à l'Inspection sous deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : 43-2-3. La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">• la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;• l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;• la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.
Constats : L'exploitant intégrera les justifications attendues dans le cadre de l'élaboration de son plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de défense incendie sera transmis à l'Inspection avant le 1er septembre 2024. Le caractère opérationnel du plan de défense incendie est attendu quant à lui pour le 31 janvier 2025. En attendant, l'exploitant définira des mesures compensatoires visant à limiter le risque d'incendie de son stockage en réservoirs fixes de liquides inflammables. Ces mesures seront transmises à l'Inspection sous deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : 43-2-4. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie : <ul style="list-style-type: none">• en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;• une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;• en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes. Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie. 43-2-5. Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens. 43-2-6. Les bassins de confinement des eaux d'incendie : <ul style="list-style-type: none">• sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ;• sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.
Constats : L'exploitant intégrera les justifications attendues dans le cadre de l'élaboration de son plan de défense incendie. Notamment, l'exploitant précisera son organisation afin de respecter l'ensemble des délais prévus par l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de défense incendie sera transmis à l'Inspection avant le 1er septembre 2024. Le caractère opérationnel du plan de défense incendie est attendu quant à lui pour le 31 janvier 2025. En attendant, l'exploitant définira des mesures compensatoires visant à limiter le risque d'incendie de son stockage en réservoirs fixes de liquides inflammables. Ces mesures seront transmises à l'Inspection sous deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Moyens en eau, émulseurs et taux d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense
Prescription contrôlée : 43-3. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application. 43-3-1. L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre. L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2. Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m ² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable : -pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ; -ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées. 43-3-2. Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté. 43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.
Constats : L'exploitant intégrera les justifications attendues dans le cadre de l'élaboration de son plan de défense incendie. Notamment, l'exploitant précisera les moyens dont il dispose pour satisfaire le taux d'application et la durée d'extinction précisés en annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de défense incendie sera transmis à l'Inspection avant le 1er septembre 2024. Le caractère opérationnel du plan de défense incendie est attendu quant à lui pour le 31 janvier 2025. En attendant, l'exploitant définira des mesures compensatoires visant à limiter le risque d'incendie de son stockage en réservoirs fixes de liquides inflammables. Ces mesures seront transmises à l'Inspection sous deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois